

31 mai 2005 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration aux Français de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur la démission du gouvernement de M. Jean-Pierre Raffarin, la nomination au poste de Premier ministre de M. Dominique de Villepin et sur les priorités européennes et nationales du futur gouvernement, à Paris le 31 mai 2005.

Mes chers compatriotes de métropole, d'outre-mer et de l'étranger,

Le 29 mai, le référendum sur la Constitution européenne a ouvert pour l'Europe et pour la France une période de difficultés et d'incertitudes. Dans cette période, nous devons nous rassembler autour de l'intérêt national.

Ce vote ne marque pas le rejet de l'idéal européen. C'est une demande d'écoute. C'est une demande d'action. C'est une demande de résultats.

Des attentes fortes, diverses, et parfois contradictoires se sont exprimées. Elles se rejoignent dans un sentiment d'insatisfaction et d'insécurité face au monde d'aujourd'hui.

Après les grandes réformes qui ont été faites pour lever les handicaps accumulés dans le passé et pour préparer l'avenir, vous en appelez à une action déterminée et immédiate pour répondre plus vite aux difficultés du présent, qu'il s'agisse du chômage ou du pouvoir d'achat.

Pour mettre en oeuvre cette action, j'ai décidé de donner une nouvelle impulsion à la politique de la France.

Aujourd'hui, Jean-Pierre Raffarin m'a remis la démission de son Gouvernement.

En trois ans, dans des conditions difficiles, il a accompli pour la France une oeuvre de redressement que je veux saluer. Il a rétabli l'autorité de l'État et fait reculer l'insécurité. Il a créé les conditions du redémarrage de notre économie. Il a conduit la réforme des retraites et celle de l'assurance-maladie, réformes qui étaient indispensables pour préserver nos régimes sociaux et donc pour préserver le principe fondamental de l'égalité de tous les Français devant la sécurité sociale.

Et malgré les difficultés des réformes, il a toujours su agir dans un esprit d'ouverture et de dialogue. Je tiens à rendre chaleureusement hommage à sa personne et à son action.

Face à la situation actuelle, comme à d'autres moments difficiles de notre histoire, il nous faut réagir, nous rassembler, surmonter nos difficultés et dépasser nos blocages pour faire progresser notre pays.

Le vote du 29 mai a ouvert, c'est vrai, une période difficile. Dans le respect du message des Françaises et des Français, la France doit agir. Car l'Europe démultiplie nos forces. On ne peut pas vouloir préserver notre modèle économique et social, on ne peut pas vouloir porter nos valeurs dans le monde sans tenir toute notre place dans l'Europe.

Dans les semaines et les mois qui viennent, j'agirai, dans le respect de nos engagements, avec pour impératif la défense de nos intérêts nationaux. Avec nos partenaires, je saisirai toutes les chances possibles de renouer avec une grande ambition européenne.

Mais la priorité de l'action gouvernementale, au service des Françaises et des Français, c'est,

évidemment, l'emploi. Il exige une mobilisation nationale. Cette mobilisation, je suis décidé à l'inscrire résolument dans le respect de notre modèle français.

Ce modèle n'est pas un modèle de type anglo-saxon, mais ce n'est pas non plus un modèle synonyme d'immobilisme. C'est un modèle fondé sur le dynamisme et l'initiative individuelle, sur la solidarité et sur le dialogue social.

L'urgence, ce n'est pas d'ajouter des textes aux textes, c'est l'engagement résolu de tous les acteurs. Quand il s'agit de la croissance, du chômage, de la précarité, aucune solution ne doit être écartée par préjugé, aucune ne doit être découragée. Le seul critère est celui de l'efficacité. Le Gouvernement s'engagera résolument dans cette voie. J'appelle au même engagement les entreprises et les syndicats car ce qui est en jeu c'est de démontrer qu'en agissant ensemble, avec, à l'esprit, le seul intérêt national, nous sommes capables de gagner la bataille de l'emploi tout en restant nous-mêmes !

Telle est, mes chers compatriotes, la mission essentielle que j'ai décidé de confier à Dominique de Villepin. Parce qu'il a l'autorité, la compétence et l'expérience nécessaires. Et parce que, dans la compétition mondiale pour l'activité et pour l'emploi, il sait que la France, si elle s'en donne les moyens, a la capacité d'être forte, à condition d'être fidèle à ses traditions républicaines et fidèle à son pacte social.

Je lui ai demandé de constituer une équipe unie et déterminée qui fasse toute leur place aux compétences et aux talents. Une équipe s'appuyant sur l'engagement personnel des responsables de la majorité.

Dans un esprit de rassemblement, j'ai demandé à Nicolas Sarkozy de rejoindre le Gouvernement comme ministre d'Etat, ce qu'il a accepté.

Mes chers compatriotes,

Face à ces défis, face à l'ambition qui doit être la nôtre, nous ne réussirons que si nous sommes rassemblés et animés par un esprit de dialogue. Rassemblés sans esprit partisan, avec le seul souci de l'intérêt général et de la justice. Rassemblés pour ne pas ajouter le risque de la division aux difficultés qu'il nous faut prendre à bras-le-corps.

Dans la période qui s'ouvre, vous pouvez compter sur mon engagement et sur ma détermination pour faire vivre et progresser le modèle français.

Vive la République.

Vive la France.